

DEPARTEMENT SEINE MARITIME
CANTON Canteleu
COMMUNE CANTELEU

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE N°AR-0005/24

Direction des Affaires Juridiques -

**OBJET : Délégations accordées au 4ème Adjoint au Maire - M. Gérard LEVILLAIN**

M : Tom DELAHAYE

Maire de la commune de CANTELEU,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-19, L.2122-20, L.2122-21, L.2122-21-1, L.2122-22, L.2122-23, L.2122-24, L.2212-1 et L.2212-2,
- Le procès-verbal d'installation du conseil municipal de Canteleu élu le dimanche 15 mars 2020 et réuni le lundi 26 février 2024 pour procéder à l'élection du nouveau Maire et des Adjointes,
- La délibération n° DE027/24 prise en séance de Conseil Municipal du lundi 26 février 2024 portant sur la création de 7 postes d'Adjointes sur le fondement de l'article L.2122-2 du CGCT,
- La délibération DE028/24 prise en séance de conseil municipal du lundi 26 février 2024 portant élection des 7 Adjointes,
- Les délibérations N° DE031/24 et DE032/24 prises en séance de Conseil Municipal du lundi 26 février 2024, portant sur les délégations du Conseil Municipal au Maire,

CONSIDERANT QUE :

- Pour la bonne marche des services municipaux, pour permettre une parfaite continuité du service public et à certaines formalités d'être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et/ou la signature de certains actes et documents soient assurés par les Adjointes au Maire ou les conseillers municipaux délégués ou par le Directeur Général des Services, le Directeur Général adjoint, le Directeur des Services techniques et les responsables de service,
- Les délégations précitées impliquent le suivi des dossiers correspondants, en liaison avec les services municipaux et le Directeur Général des Services,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Délégation de fonction au titre du pouvoir exécutif du Maire**

Monsieur Gérard LEVILLAIN, 4ème adjoint au Maire, bénéficie d'une délégation de fonction pour les Travaux, de l'Urbanisme, l'Environnement et les Grands Projets et les actions relatives à la labellisation « Territoire engagé pour la Transition Écologique » se rapportant aux thématiques précitées, et précisée comme suit :

- \* Le pilotage et le suivi des opérations de construction, de travaux dans les bâtiments municipaux,
- \* Le pilotage et le suivi des travaux de voirie en lien avec la métropole,
- \* Le pilotage de la sécurité des bâtiments municipaux dont la maintenance et de la sécurité des Etablissements Recevant du Public sur le territoire de la commune,
- \* Le pilotage de la planification urbaine en lien avec la métropole et le suivi des documents supra communaux (SCOT, PLUi, PPRI, PPRT),
- \* Le suivi des autorisations de droit des sols,
- \* Le pilotage des actions en faveur du développement durable et des économies d'énergie,
- \* Le pilotage et le suivi de l'aménagement des espaces verts et des cimetières,
- \* Les correspondances courantes et celles de la commune auprès des organismes privés et publics,

Sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation est donnée à Monsieur Gérard LEVILLAIN pour signer les actes administratifs et tout document notamment les bons de commande, les pièces comptables (pièces diverses et mandats de paiement), les titres de recettes, relevant de cette délégation de fonction. Ne rentre pas dans cette délégation la signature des correspondances relatives à l'attribution d'une subvention aux associations ou à la participation financière de la ville.

## **ARTICLE 2 : Autorisation de signature au titre des compétences transférées du Conseil Municipal au Maire**

Sous mon contrôle et ma responsabilité, est donnée à Monsieur Gérard LEVILLAIN autorisation de signature des décisions prises par délégation du conseil municipal au maire, des bons de commande, des conventions, des pièces constitutives de contrats relatifs à la commande publique et de modification de contrats en cours d'exécution, les pièces annexes, en rapport avec les domaines délégués mentionnés à l'article 1er du présent arrêté, et sur les alinéas ci-dessous énumérés de l'article L.2122-22 du CGCT :

**Alinéa 4 :** De prendre toute décision concernant la préparation des marchés et des accords-cadres sans limite de montant et lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

De prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés\* dont les accords-cadres, de fournitures, de services et de travaux, y compris les modifications en cours d'exécution et de procéder à la résiliation des marchés si nécessaire, dans la limite d'un montant inférieur au seuil fixé par la commission européenne pour les marchés de fournitures et de services, et lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

*\* Par marché, il faut entendre ici l'opération homogène et globale comprenant un ou plusieurs lots.*

Lorsqu'il ne sera pas fait application de l'alinéa n°4, une délibération sera prise par le Conseil Municipal pour souscrire un marché déterminé ou bien faire usage de l'article L.2122-21-1 du CGCT, à savoir la souscription d'un marché déterminé avant l'engagement de la procédure de passation du marché en précisant l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

**Alinéa 5 :** De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

**Alinéa 7 :** De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

**Alinéa 10 :** De décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers (mobilier urbain, véhicules) jusqu'à 4 600 € ;

**Alinéa 14 :** De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

**Alinéa 19 :** De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.

**Alinéa 23 :** De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune, sans limite.

**Alinéa 24 :** D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**Alinéa 26 :** De demander à tout autre organisme financeur, l'attribution de subventions pour participer au financement de projets de toute immobilisation incorporelle ou corporelle, de toute acquisition, de toute procédure, quel qu'en soit le montant, sur la base d'un financement prévisionnel ;

**Alinéa 27 :** De procéder au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux sous réserve que le Conseil Municipal ait été préalablement informé des projets soit par délibération si le projet requiert la décision des conseillers municipaux, soit par une autre forme laissée à la discrétion du maire;

**Alinéa 29 :** D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L.123-19 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : Délégation de signature pour les hospitalisations en soins psychiatriques sans consentement**

Les adjoints reçoivent concurremment délégation permanente de signature pour les arrêtés et tous actes pris en application de l'article L.2212-2.6° du CGCT.

#### **ARTICLE 4 : En cas d'empêchement du 4ème adjoint au Maire**

En cas d'empêchement de Monsieur Gérard LEVILLAIN, les délégations de fonction et autorisations de signatures susvisées sont accordées à Madame Annie ELIE, 1ère Adjointe au Maire, et en cas d'empêchement de cette dernière à Monsieur Guy WÜRCKER, 2ème Adjoint au Maire, et en cas d'empêchement de ce dernier à Madame Catherine TAFFOREAU, 3ème Adjointe au Maire. Une ampliation de cet arrêté sera adressée et notifiée aux trois premiers Adjointes au Maire.

#### **ARTICLE 5 : Devoirs du 4ème Adjoint au Maire au titre de ces délégations de fonction et autorisations de signature**

Le 4ème Adjoint au Maire devra :

- Exercer ses fonctions avec dignité, probité et intégrité,
- Exercer pleinement et avec conscience ces délégations de fonction et subdélégations de fonction dans le respect des lois et règlements en vigueur,
- Veiller à ne pas enfreindre les limites de ses responsabilités,
- Apprécier au cas par cas les mesures générales ou particulières qu'il convient de prendre,
- Me rendre compte de chacune de ses actions,
- M'informer de toute éventuelle difficulté dans leur exercice.

#### **ARTICLE 6 : Mécanisme d'abstention en cas de conflits d'intérêt**

Le conflit d'intérêt comprend toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction. Dans ce cas, le 4ème Adjoint m'informerera, sans délai, par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estimera ne pas devoir exercer ses compétences.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera porté au registre des actes de la collectivité.

**ARTICLE 8 :** L'indemnité de fonction sera versée aux Adjointes au Maire et aux conseillers municipaux délégués à compter du caractère exécutoire de leur arrêté.

**ARTICLE 9 :** M. le Directeur Général des Services, Monsieur le Préfet du Département de Seine-Maritime, Monsieur le Procureur de la République, Le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée aux :**

- \* Préfet du Département de Seine-Maritime
- \* Procureur de la République
- \* Trésorier Principal
- \* 1er, 2ème et 3ème adjoint au Maire.

Notifié aux intéressés et affiché aux lieux et places ordinaires.

**ARTICLE 11 :** Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de Justice Administrative, cet acte peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou sa notification :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,
- d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.

L'application Télérecours est accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

FAIT A CANTELEU, le 01 MARS 2024



Le Maire

Tom DELAHAYE

Loi du 2 mars 1982

**ACTE EXECUTOIRE**

Exécutoire le : 05/03/2024

Affichage le : 05/03/2024

Notification le : 05/03/2024

Préfecture le : 01/03/2024

ID           DEMAT :           076-217601574-20240301-  
Imc1H12151H1-AR

## AR de TELETRANSMISSION en PREFECTURE

<b>Code Interne Oxyad ** Référence dossier Oxyad</b>	12151 ** AR-0005/24
<b>Titre</b>	Délégations accordées au 4ème Adjoint au Maire - M. Gérard LEVILLAIN
<b>Date de Création de l'acte</b>	
<b>Date Préfecture</b>	01/03/2024
<b>Numéro d'acte FAST</b>	lmc1H12151H1
<b>ID Fast</b>	076-217601574-20240301-lmc1H12151H1-AR
<b>Date de décision</b>	01/03/2024
<b>Acte transmis par:</b>	Gestion des Actes
<b>Nature de l'acte</b>	Arrêté
<b>Thèmes Préfecture</b>	5-Institutions et vie politique, 4-Delegation de fonctions
<b>Date de classification Thèmes Préfecture</b>	29/08/2019
<b>Annexes Transmises</b>	Nombre d'annexes 0: